



FAITS MARQUANTS DU CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 DE L'UICN MARDI 18 NOVEMBRE 2014

Dans la matinée, les participants ont assisté aux sessions de courant, et une table ronde de haut niveau a été convoquée. Les représentants de gouvernements ont apporté des contributions à la vision de la Promesse de Sydney et ont formulé des engagements nationaux pour la prochaine décennie. En soirée, un Dialogue des leaders mondiaux s'est centré sur la recherche de l'équilibre entre l'appétit mondial pour les ressources minérales et la façon dont ceci définit les AP.

TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU

Le Président de l'UICN, Zhan Xinsheng, a ouvert la table ronde de haut niveau, en déclarant que les leaders de l'environnement doivent « relever la barre » de la performance des pays en ce qui concerne les AP du monde entier. Il a indiqué que la Promesse de Sydney aura pour objectif de présenter les meilleures pratiques à travers le partage des expériences et de la sagesse du monde entier.

Le Co-Présidents de la session, Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie, et Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, ont ouvert le débat, en invitant les délégués à formuler leurs apports et suggestions afin de contribuer à définir la vision et les actions nécessaires, qui figureront dans le document final de la Promesse de Sydney.

Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement de l'Australie, a noté que malgré une énorme croissance des AP terrestres et marines, des défis importants persistent, qui doivent être abordés au cours de la prochaine décennie grâce à la création de partenariats efficaces entre les gouvernements, les collectivités locales, les entreprises et le secteur privé

Robert Stokes, Ministre de l'environnement de Nouvelle Galles du Sud, de l'Australie, a suggéré que la Promesse de Sydney soit l'occasion de recadrer le débat sur la conservation d'un « débat sur les conflits à un débat sur la conversation ».

Au cours de la discussion qui a suivi sur les perspectives des pays à inclure dans la vision de la Promesse de Sydney, plusieurs délégués ont souligné la nécessité de sensibiliser l'opinion et convaincre tant les dirigeants que les populations des avantages de la biodiversité. Plusieurs participants ont suggéré la formation d'un groupe de dirigeants de haut niveau qui pourraient diffuser le message auprès de leurs pairs à l'échelle mondiale.

Les participants ont également souligné, entre autres: la centralité de la conservation pour le bien-être humain et l'économie; la nécessité de travailler « sans cloisons », y compris celles des trois Conventions de Rio; les partenariats à différents niveaux; la reconnaissance des avantages que procurent les AP, et la garantie que ceux-ci parviennent aux communautés locales et aux gardiens locaux; la création de sources de revenus pour les communautés vivant dans les aires protégées, notamment par l'écotourisme; l'éducation et la communication; les corridors écologiques et les efforts pour éviter la fragmentation des AP; l'importance de mettre un terme au commerce illégal d'espèces sauvages; la mesure du bien-



(G-D): Zhang Xinsheng, Président, UICN; Hery Rajaonarimampianina, Président, Madagascar; et Simon Birmingham, Secrétaire parlementaire du Ministre de l'environnement, Australie

Le *Bulletin du Congrès mondial des parcs de l'UICN 2014* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Camellia Ibrahim, Mari Luomi, Ph.D., Suzi Malan, Dorothy Wanja Nyinyi, Ph.D., et Delia Paul. Édition numérique: Brad Vincelette. Traduction française par Sandra Gagnon, Ph.D. L'éditeur est Brett Wertz <brett@iisd.org>. Le Directeur du Service de l'information de l'IIDD est Langston James « Kimo » Goree VI <kimo@iisd.org>. Ce bulletin est publié avec le soutien de l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que celui de ses partenaires français: les ministères des affaires étrangères et du développement international; de l'écologie, du développement durable et de l'énergie; des outre-mer; l'AFD et le FFEM. L'IIDD peut être contactée au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises aux listes de distribution courriel (en format HTML et PDF) et peuvent être consultées sur le serveur internet Linkages à l'adresse <<http://www.iisd.ca/>>. Pour plus de renseignements sur le *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service de l'information à l'adresse <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 ou 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'IIDD au Congrès mondial des parcs 2014 peut être contactée par courriel à <suzi@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>



Peter Cochrane, Ambassadeur du Congrès mondial des parcs de l'Australie

être au-delà du produit intérieur brut (PIB); et la promotion de mécanismes financiers qui permettront aux secteurs public et privé de contribuer à la conservation.

Un délégué a souligné la nécessité « d'inviter à la table de négociations des personnes qui ne sont pas du domaine de la conservation », et de changer la perception que la « conservation est contre le développement » pour une conception selon laquelle « la conservation concerne le développement ».

Un participant a souligné la nécessité de s'engager à établir et étendre les AP, et à en assurer le financement et la bonne gestion.

Un délégué a suggéré d'inclure dans la vision: une référence aux ODD; à l'utilisation durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures; au principe de la « conservation comme un point central »; à la qualité des AP aussi bien qu'à leur quantité; et à des partenariats régionaux pour soutenir le CMP.

Un participant a souligné la nécessité de mettre un terme aux « activités illégales touchant notre biodiversité », soulignant l'éducation et l'évolution des perceptions relatives aux ressources naturelles comme étant essentielles pour faire face à leur surexploitation. Un délégué a rappelé à tous l'importance du rôle des hommes et des femmes qui consacrent leur vie à la protection des ressources naturelles et des écosystèmes, et a instamment demandé la sélection d'un ambassadeur des Nations Unies pour les crimes envers la faune ainsi que l'élaboration d'une résolution des Nations Unies. Un ministre a plaidé pour des interactions et intégrations renforcées entre les différentes conventions multilatérales sur l'environnement.

Concernant les engagements des pays au cours de la prochaine décennie, un participant a fait part des engagements de son gouvernement concernant la mise en place de nouveaux parcs marins pour la protection des mangroves, et



Ben Boer, Commission mondiale sur le droit de l'environnement

l'autonomisation de comités locaux afin qu'ils constituent des « yeux sur le terrain ». Plusieurs représentants de gouvernements se sont engagés à accroître la couverture des AP, y compris un ministre de l'un des plus grands pays, qui s'est engagé à accroître les AP de son pays de 27, et d'élargir 12 AP pour augmenter l'ensemble du territoire couvert par des AP de 28 % durant la prochaine décennie. Un délégué a réitéré la promesse de son pays formulé au CMP 2014 d'augmenter la part du territoire de son pays couvert par des AP à 20 % d'ici 2020.

Une déléguée a souligné les initiatives de son pays pour transformer le secteur de l'environnement, notamment par l'établissement d'une économie viable relative aux espèces sauvages qui profite à toutes les parties prenantes, et la croissance de l'économie bleue à travers la libération du potentiel des océans sans les « dépouiller complètement ».

Un autre ministre a promis que son pays, entre autres, continuerait à investir dans la conservation de la biodiversité, à sensibiliser les jeunes et les communautés locales, et à enrayer le braconnage.

Un Ministre adjoint a annoncé que, au cours de la prochaine décennie, son pays, entre autres: créerait 60 000 emplois durables et deux millions d'hectares de terres conservées; assurerait 1 milliard USD en capitaux propres entre les mains des peuples autochtones; et soutiendrait plus d'un million de bénéficiaires qui vivent actuellement dans la pauvreté.

Clôturant la session, Birmingham a remercié les participants pour leur passion et leur engagement, et leur a assuré l'engagement de l'Australie à garantir des résultats positifs pour les AP aux échelles mondiale, régionale et nationale.

SESSIONS DE COURANT

COURANT QUATRE: Écosystèmes d'eau douce dans les aires protégées: La protection efficace conférée par le droit de la conservation: Ben Boer, de la Commission mondiale sur le droit de l'environnement, a fait remarquer que même si la protection légale des zones humides est souvent controversée, les conventions telles que la Convention pour la protection du Patrimoine mondial, la CDB, la Convention sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, les Conventions de Ramsar et la Convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux ont permis la réglementation des lois nationales pour les écosystèmes d'eau douce. Il a donné l'exemple du cas de la Cour fédérale en 2004 opposant le Ministre australien de l'environnement et du patrimoine contre Greentree concernant le site Ramsar Windella, dans lequel une amende de 450 000 AUS \$ a été imposée à un agriculteur et son entreprise pour la conversion de zones humides protégées à l'agriculture.

Lydia Slobodian, du Centre du droit de l'environnement de l'UICN, a discuté de la Convention sur les cours d'eau des Nations Unies et des obligations des Parties en ce qui concerne les AP. Elle a noté que, même si la définition d'un cours d'eau selon la Convention réfère strictement à l'eau elle-même, les questions relatives aux bassins versants sont traitées dans le cadre de la « protection des écosystèmes », obligeant les États, individuellement et collectivement, à protéger et à préserver les écosystèmes des cours d'eau internationaux.

Volker Mauerhofer, de l'Université d'Autriche, a présenté « Contrôle des Conventions », une activité entreprise en Autriche pour encourager une meilleure mise en œuvre des AEM liés à la conservation. Il a indiqué que l'évaluation de la

mise en œuvre a montré que « Contrôle des Conventions » est une méthode fiable d'évaluation et que la Direction australienne des AP a mis en œuvre 20 % des recommandations de l'outil.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité d'augmenter: la sensibilisation sur les obligations et les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les cours d'eau; et les interactions entre les écologistes des eaux douces et les tribunaux pour fournir des preuves scientifiques dans les cas affectant l'environnement.

COURANT SIX: Des solutions inspirantes: Paysages marins mieux gérés comme modèles de vie durable: Hugh Govan, du Réseau d'aires marines gérées localement (LMMA) a modéré la session, demandant aux intervenants de réfléchir sur: des solutions pour le développer et relier une gouvernance efficace sur plusieurs échelles spatiales, notamment en encourageant les décideurs à prendre en compte les solutions locales de gouvernance des ressources; ce qui peut être appris des modèles traditionnels et locaux de gouvernance; et les solutions les plus inspirantes pour plusieurs secteurs touchant la planification durable des zones côtières et marines. Il a présenté des exemples d'application d'une approche LMMA aux Fidji, en notant que les premiers résultats ont indiqué que cette méthodologie ascendante de la planification de la conservation des réseaux marins place Fidji sur la voie d'atteindre l'Objectif 11 d'Aichi.

Jesse Hastings, de l'Université nationale de Singapour, a partagé un exemple de la mise en place au Cambodge d'une aire de gestion de la pêche maritime à travers une approche participative qui réunit les communautés, les pêcheurs, les différents niveaux de gouvernement et le secteur privé, favorisant ainsi la gouvernance partagée. Il a noté que cela représente un changement par rapport à la planification descendante habituelle.

Brian Jones, de Blue Ventures, a décrit la façon dont les communautés à Madagascar ont institué des fermetures volontaires de la pêche au poulpe, et, en partenariat avec le secteur privé, ont produit et commercialisé des concombres de mer. Il a noté que ce système a permis une augmentation des stocks, à fournir des incitations à la bonne gestion, et s'est révélé comme une approche plus populaire que les AMP, qui sont souvent considérées comme « restrictives ».

Sutej Hugu, de la Fondation Tao, a illustré la gestion des pêches à travers des normes et des tabous traditionnels qui régissent qui, où et quand les espèces sont pêchées. Il a



Pedro Rosabal, Programme mondial des aires protégées de l'UICN

expliqué qu'un « éco-calendrier » dicte la fin de la pêche aux poissons volants, coïncidant avec le début de la saison de reproduction.

Purificació Canals, de MedPAN, a présenté le processus participatif multipartite qui a conduit à la Feuille de route pour un réseau d'AMP en Méditerranée en 2020. Elle a souligné la façon dont un processus collectif, tel que la création d'un fonds fiduciaire régional pour la protection marine dans la région, peut atteindre des résultats concrets.

Les participants ont discuté de leurs expériences, y compris la façon dont les Aires de conservation autochtones et communautaires (ACAC) ont recours à des modèles de gouvernance coutumière pour atteindre les objectifs d'Aichi, et le fait que le lobbying en faveur de la conservation doit être intégré dans les initiatives de planification de l'espace marin.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE I

Concernant les objectifs de conservation, Courant 1, les leaders du courant ont mis en exergue le rapport Planète protégée 2014 et la Liste verte des aires protégées de l'UICN récemment publiés. Ils ont présenté les principales recommandations du courant, y compris: d'aller au-delà des objectifs chiffrés; de centrer l'action « là où se trouve la biodiversité et là où elle est menacée »; de relever le défi relatif au fait que seulement 24 % des aires protégées sont considérées comme bien gérées; de mettre l'accent sur des ressources adéquates; de lutter contre le déclassement des AP; et d'approuver de nouveaux types de gouvernance tels que les ACAC et les AP privées. Ils ont souligné l'importance d'aller au-delà de l'Objectif 11 d'Aichi (Aires protégées), en notant que certains participants au courant ont recommandé de fixer des objectifs ambitieux de gestion durable allant jusqu'à 50 % des paysages terrestres et marins.

Concernant le thème transversal du patrimoine mondial, les leaders du courant ont mis en exergue: la restauration de sites menacés; la prévention des activités industrielles extractives dans les Sites du patrimoine mondial; le développement de critères ayant trait au caractère sauvage pour les Sites du patrimoine mondial; de mettre davantage l'accent sur la connectivité entre les sites; d'assurer le respect des droits des peuples autochtones et leur participation pleine et effective dans la gestion équitable des Sites du patrimoine mondial; et le partage des avantages. Ils ont noté l'Horizon du patrimoine mondial 2014 de l'UICN comme un outil pour engager les partenaires à la gestion responsable des sites, de pair avec le modèle COMPACT de la planification communautaire et de petites subventions.



Devin Bartley, Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO et Nigel Dudley, CMAP de l'UICN



Rebecca Koss, UICN et Groupe des Jeunes professionnels et Partenariat intergénérationnel pour le développement durable de la CMAP

Concernant le renforcement de la diversité et de la qualité de la gouvernance, Courant 6, les leaders du courant ont recommandé: de « mettre un terme au négoce » lié à la criminalité transnationale envers les espèces sauvages, y compris à travers la gouvernance décentralisée des espèces sauvages, des mécanismes de traçabilité et la coopération transfrontière; de passer du modèle de gouvernance descendante à une gouvernance partagée assortie d'une base juridique solide; d'approfondir la compréhension des questions de gouvernance grâce à des évaluations propres à chaque pays; et d'élaborer des normes et des directives de gouvernance. Ils ont également noté l'importance de la mise en œuvre de politiques relatives à la gouvernance, tels que les stratégies et les plans d'action nationaux relatifs à la biodiversité, et le respect des droits de l'homme consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

À propos d'inspirer une nouvelle génération, Courant 8, les leaders du courant ont souligné que les nouvelles façons de relever les défis de longue date des AP devraient inclure de promouvoir le mentorat entre les générations, et le recours aux plateformes de médias en ligne et aux réseaux sociaux pour connecter les populations urbaines à la nature. Ils ont souligné que la promotion des interactions particulières avec la nature à un âge précoce conduit à des expériences transformatives, et engendre une culture de gestion responsable. Ils ont signalé une recommandation visant à organiser un rassemblement de jeunes tous les deux ans pour autonomiser les dirigeants actuels et futurs, et ont présenté la contribution du courant à la

Promesse de Sydney: le Pacte des Jeunes, qui décrit des engagements, des principes et des actions.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE II

Ignace Schops, de la Fédération EUROPARC, et Charlotte Karibuhoye, de la CMAP de l'UICN, ont modéré cette session.

Présentant rapport sur la Réponse aux changements climatiques, Courant 2, les leaders du courant ont décrit les principaux messages, y compris sur la nécessité: que les communautés mènent les efforts d'adaptation pour assurer l'appropriation et la durabilité des initiatives; de renforcement des capacités pour la gestion des AP; de planifier les objectifs de conservation en tenant compte des changements climatiques; et d'une communication efficace.

Concernant les recommandations, ils ont mentionné, entre autres: un appel à ce que le résultat de la Conférence sur les changements climatiques 2015 des Nations Unies, à Paris, reconnaisse pleinement la biodiversité, les écosystèmes et les AP comme les principaux moteurs de l'adaptation aux changements climatiques; de positionner les AP comme des solutions aux changements climatiques; de s'engager dans une nouvelle façon de penser la planification et la gestion des AP; et les partenariats nouveaux et renforcés pour l'adaptation aux changements climatiques pour protéger les paysages terrestres et marins.

Les leaders du Courant 3 ont souligné: la valorisation des parcs et des AP tout en préservant la biodiversité comme des recommandations clés pour améliorer la santé et le bien-être. Ils ont également mentionné: l'acquisition de connaissances et le renforcement de la recherche; l'accès des communautés autochtones à leurs lieux d'importance; l'intégration de la santé préventive dans les processus de planification; le renforcement des compétences du secteur de la santé et du bien-être pour exploiter la valeur des AP; le renforcement des politiques pour promouvoir le rôle de la nature dans la santé et le bien-être; et de veiller à ce que chaque enfant ait la possibilité de se lier avec la nature.

Concernant le Soutien à la vie humaine, Courant 4, les leaders du courant ont présenté les conclusions et recommandations autour de trois questions. Les recommandations sur la sécurité alimentaire ont inclus: des solutions locales qui placent les personnes au centre de la gestion; une approche de la conservation fondée sur les droits de l'homme; et la reconnaissance de la contribution des AP à la sécurité alimentaire. Concernant l'eau, le courant a reconnu les AP comme un élément clé dans la prestation de services liés à l'eau. Les résultats relatifs à la réduction des risques de



Les jeunes ambassadeurs sont montés sur scène pour chanter une version de la chanson The Young People's Pact, un appel à l'action et l'un des résultats du Courant 8.

catastrophe ont mis l'accent sur les actions prioritaires pour faire avancer les solutions naturelles, y compris la science, la gestion et la communication.

Concernant le thème transversal des AP Marines, les leaders du courant ont mis en exergue les travaux préparatoires à l'aide d'un cadre proposant « d'accroître la protection, de renforcer l'implication, et d'augmenter l'investissement », et ont synthétisé les principales recommandations sur: les objectifs et l'efficacité de la gestion des AMP; l'intégration avec le cadre relatif aux changements climatiques pour promouvoir les AP comme une solution; la création et la gestion des AMP qui soutiennent les besoins humains, en soulignant l'importance des services écosystémiques; l'intégration des océans dans les ODD; le travail avec les communautés autochtones et locales; et l'utilisation de nouvelles technologies pour « engager, inspirer et gérer ».

Dans la discussion, les panélistes ont examiné: la gestion et la mise en œuvre de zones en dehors des eaux territoriales; les exemples de promotion du patrimoine culturel; et les moyens d'améliorer la communication sur les parcs et les AP, notamment à travers les médias sociaux, l'adoption d'un langage intelligible aux publics cibles, et le financement de jeunes professionnels pour leur participation à des événements tels que le CMP.

PLÉNIÈRE PARALLÈLE III

Lee White, de l'Agence Nationale des Parcs du Gabon et Mike Wong, de Parcs Canada ont modéré le débat.

Concernant la conciliation des défis du développement, Courant 5, les leaders du courant ont souligné que les investissements dans les AP ont reçu moins de reconnaissance que le développement des infrastructures, et ont souligné la nécessité d'information et de données pertinentes pour les politiques, en particulier sur les PES, et les mécanismes de financement innovants pour les AP. Ils ont recommandé, entre autres: l'intégration des valeurs des AP dans les approches du développement économique; la prévision d'approches pour gérer et connecter les paysages terrestres et marins; l'intégration des AP dans les principaux plans sectoriels, dans les objectifs nationaux de développement durable et dans le cadre des ODD pour l'après 2015; et d'assurer des garanties sociales et environnementales pour mieux comprendre les coûts et les avantages, et les compromis et les risques relatifs aux AP.

Le Courant 7 sur le Respect des connaissances et des cultures autochtones et traditionnelles a signalé que même si beaucoup a été fait depuis le CMP à Durban, les communautés autochtones et locales (CAL) ne sont toujours



(G-D): Leigh Welling, Service des parcs nationaux des États-Unis; Mariana Bellot Rojas, Commission nationale des aires naturelles protégées, Mexique; Nigel Dudley, CMAP de l'IUCN

pas des partenaires à part entière dans la gestion des AP, ils ont recommandé, entre autres: que les droits aux terres collectives et aux ressources des CAL à la terre et aux mers soient reconnus; la pleine participation des femmes et des jeunes autochtones dans le développement et le maintien des AP; que les AP respectent les droits des CAL, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; et que l'IUCN développe une nouvelle catégorie d'AP autochtones. Ils ont également recommandé que: la distinction entre Sites du patrimoine mondial naturel et culturel soit éliminée; des opportunités d'éducation formelle soient créées pour inclure les compétences culturelles autochtones et des voies d'accréditation pour les gardes-parcs et les pisteurs; et des mécanismes de financement innovants soient créés pour soutenir la promotion des économies autochtones.

Concernant le thème transversal du Renforcement des capacités, les leaders du courant ont recommandé: d'intégrer le développement des capacités à tous les niveaux de gestion des AP et aux systèmes nationaux de gouvernance; et de soutenir la vision d'un monde où les institutions et les individus acquièrent des compétences, et mettent en œuvre les meilleures pratiques pour gérer efficacement et régir équitablement tous les types d'AP, y compris les territoires régis par les CAL. Le courant a proposé une Feuille de route sur le développement des capacités pour fournir des orientations pour atteindre les niveaux de développement des capacités nécessaires à la gestion efficace.

Concernant le thème transversal du Nouveau pacte social, des représentants des Premières Nations du Canada et des communautés Maori de Nouvelle-Zélande ont appelé à une réévaluation honnête des injustices historiques perpétrées au nom de la conservation, et à passer de la fragmentation à l'intégration, tant « à l'intérieur qu'à l'extérieur ».

Au cours des discussions, les participants ont indiqué que: le CMP a permis des dialogues et la mise en réseau; les questions de croissance économique étaient « l'éléphant dans la salle », et exigent un examen plus approfondi; et les investissements dans les AP doivent concilier les besoins de l'environnement et des populations.

DIALOGUE AVEC LES LEADERS MONDIAUX

Une question d'équilibre: Comment l'appétit mondial pour les ressources minérales définit le sort des aires protégées: Présentant cette session, le modérateur Thomas Friedman, du New York Times, a souligné la nécessité d'une meilleure compréhension de la nature des compromis



Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'IUCN



(G-D) **Anthony Hodge**, Président, Conseil international des mines et métaux; **Melissa George**, Présidente, Comité consultatif autochtone, Australie; **Julia Marton-Lefèvre**, Directrice générale de l'UICN; **Hery Rajaonarimampianina**, Président, Madagascar; **Robert Hill**, ancien Ministre de l'environnement, Australie; **Wang Wenbiao**, Chef de la direction, Elion Resources Group; et **Thomas Friedman**, New York Times

économiques et environnementaux, en notant que les AP « ne sont pas seulement de grands zoos », mais qu'elles constituent des moteurs de développement économique.

Emmanuel de Merode, Chef des gardes-parcs du Parc national des Virunga, en République démocratique du Congo, a fait le contraste entre les taux de mortalité dus au récent conflit et la possibilité de fournir beaucoup de nouveaux emplois dans les secteurs axés sur les ressources naturelles. Il a noté que l'administration du parc a constitué « un îlot de stabilité » dans la région.

Melissa George, Présidente du Comité consultatif autochtone d'Australie, a noté que si les aborigènes d'Australie ont « une place à la table » pour négocier le partage des avantages découlant des activités extractives, tant l'irréversibilité de ces activités que leurs impacts cumulatifs doivent être examinés.

Anthony Hodge, Président du Conseil international des mines et métaux, a demandé comment les projets miniers peuvent être conçus pour assurer tant le bien-être humain que de l'écosystème, ajoutant que, dans de nombreux pays à travers le monde, les responsabilités quant à la gestion des coûts associés aux risques sont actuellement mal définies.

Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a souligné que les coûts d'une gestion adéquate du réseau mondial d'AP représentent seulement 2,5 % des dépenses militaires mondiales. Notant le rôle des parcs et des AP dans le stockage du carbone, elle a déclaré que les enjeux débattus au Congrès sont étroitement liés aux questions de changements climatiques.

Hery Rajaonarimampianina, Président de Madagascar, a appelé à un développement économique qui cadre dans une approche à long terme et durable, et qui tient compte du bien-

être humain. Il a souligné le besoin de cadres juridiques et réglementaires, et la nécessité que les dirigeants et chefs de gouvernement assurent la compatibilité de l'investissement économique avec la sauvegarde de l'environnement naturel.

Robert Hill, ancien Ministre de l'Environnement de l'Australie, a déclaré que le soutien adéquat des AP nécessite la recherche d'un équilibre, notant qu'il est plus facile pour son pays de placer les valeurs naturelles avant le gain économique, par rapport aux pays en développement.

Wang Wenbiao, Chef de la direction, Elion Resources Group, a décrit sa carrière de 30 ans dans la lutte contre la désertification et la dégradation des terres en Chine. Il a déclaré que, dans sa région natale, le reboisement et la restauration des écosystèmes ont généré des revenus passant de 100 USD par habitant annuellement dans les années 1980 à 5 000 USD aujourd'hui, et ont créé 100 000 emplois, à travers la plantation d'espèces adaptées aux conditions froides et arides, et de plantes utilisées dans la médecine traditionnelle chinoise.

Au cours de la discussion, les participants ont souligné: la difficulté de concilier les avantages immédiats de l'extraction minérale avec un engagement pour les générations futures; le besoin de vivre plus simplement et de réduire les impacts environnementaux; et la valeur de conduire des Évaluations environnementales stratégiques avant de commencer des projets d'extraction.

Les « messages essentiels » des panélistes incluaient: la nécessité d'un consentement préalable, libre et en connaissance de cause en ce qui concerne les projets d'extraction de minéraux; l'introduction d'une forte déclaration de « ne pas avancer » à l'encontre la conservation dans la Promesse de Sydney; de se centrer sur les ODD en 2015; et la nécessité de modèles de gouvernance équitables, justes et impartiaux.

Ce Bulletin est publié avec le soutien de



**PARTENARIAT
FRANCE-UICN
NATURE ET
DÉVELOPPEMENT**



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial

